



Les autorités et le secteur financier, partenaires dans le cadre de la relance durable de l'économie !



Le secteur financier (banques et assureurs) souhaite tendre la main aux autorités et se présenter comme un partenaire dans le cadre de la relance durable de l'économie.

Le secteur financier a pris des engagements forts au cours de ces derniers mois et a endossé son rôle sociétal de soutien apporté à l'économie. Les banques et les entreprises d'assurances belges se sont pleinement investies et ont pris des risques pour guider les entreprises et les particuliers durant cette période difficile et limiter autant que possible les dommages structurels causés à notre économie et à notre société. Les autorités et le secteur financier se sont, dans ce cadre mobilisés, ont collaboré d'une manière complémentaire et constructive et se sont posés en tant que partenaires.

Le secteur exprime le souhait et la volonté de poursuivre sur cette voie de partenariat entre les autorités et le secteur financier pour la phase cruciale de relance de l'économie qui se profile à l'horizon.

Le secteur souhaite s'engager d'une manière permanente à maintenir une collaboration constructive avec les autorités. Les banques et les entreprises d'assurances souhaitent contribuer à une relance durable de l'économie et de la société. Une augmentation du potentiel de croissance durable, notamment par le biais d'investissements de grande ampleur, est essentielle pour garantir la pérennité et le financement de notre société solidaire et prospère.

Le secteur financier nourrit dès lors l'espoir de voir les autorités lui accorder suffisamment d'espace pour accomplir cette mission constructive. Des banques et des entreprises d'assurances saines sont en effet la meilleure garantie à cette fin. Mobilisons-nous donc afin d'être prêts ensemble, en tant que partenaires, à soutenir une relance durable de l'économie.



Le secteur souhaite s'engager d'une manière permanente à maintenir une collaboration constructive avec les autorités. Les banques et les entreprises d'assurances souhaitent contribuer à une relance durable de l'économie et de la société.

Nous sommes confrontés à un immense défi

La crise du coronavirus dure depuis six mois et a eu un impact énorme tant sur le plan sanitaire que sur le plan social. Les conséquences au niveau économique sont également lourdes et inédites. Une contraction de l'économie de près de 9 % est ainsi attendue cette année dans la zone euro et, dans ses dernières prévisions, le Bureau fédéral du Plan parle d'un recul du PIB belge de 7,4 % en 2020. Et ce, dans l'hypothèse où la pandémie de Covid-19 reste sous contrôle. Selon les prévisions, le redressement de l'économie ne devrait en outre se faire que d'une manière progressive au cours des prochaines années.

Inutile de préciser que le gouvernement belge fait face à un défi gigantesque, à savoir mener à bien le redressement économique tout en remettant à moyen terme les finances publiques sur une trajectoire potentiellement tenable. Le secteur financier se tient prêt à aider les autorités dans l'élaboration et la mise sur pied de l'indispensable politique de relance.



Le secteur financier soutient l'économie belge

Le secteur financier joue depuis toujours un rôle important de « ballon d'oxygène » pour l'économie en apportant les moyens financiers nécessaires aux entreprises, aux ménages et aux autorités.

- Les banques exercent dans une large mesure ce rôle en convertissant les dépôts des clients en crédits octroyés à l'économie « réelle ». Les ménages, les entreprises non financières et les autorités belges ont contracté quelque 480 milliards d'euros de crédits auprès de banques établies en Belgique. Afin de compléter le tableau du financement par les banques, il faut y ajouter les crédits d'engagement et les investissements dans des obligations d'entreprises. Les banques financent également d'autres acteurs financiers (comme les sociétés de leasing, les entreprises d'affacturage, les établissements de crédit, etc.) qui injectent à leur tour des moyens dans l'économie.
- Les assureurs permettent quant à eux un important transfert des risques auxquels les particuliers, les entreprises et les institutions sont confrontés. Ce transfert des risques est primordial en vue du développement économique. Les assureurs investissent en outre leurs réserves (qui couvrent leurs engagements d'assurance) dans des obligations, des actions, des emprunts, etc. et apportent ainsi les moyens financiers nécessaires aux autorités et à l'économie. Sur les 300 milliards d'euros de réserves actuellement investis par les assureurs, plus de 100 milliards d'euros le sont dans l'économie et les autorités belges. Il s'agit d'un soutien considérable et il est possible de faire plus en cette période exceptionnelle. Avec un encaissement de quelque 29 milliards d'euros, le secteur de l'assurance investit encore chaque année quelque 9 milliards d'euros directement dans l'économie et les autorités belges. Les assureurs sont en outre disposés à accroître cette part d'investissement à l'avenir : une allocation supplémentaire de 5 % de l'encaissement représente facilement 1,5 milliard d'euros de soutien supplémentaire !

Le secteur financier entend soutenir les réformes nécessaires

- Le secteur financier soutient l'appel du Groupe des Dix pour stimuler la relance économique par davantage d'investissements publics entre autres dans l'infrastructure physique, la mobilité, le climat, la transition énergétique et la numérisation.
- Les assureurs et les banques sont notamment très désireux d'assumer à cet égard un rôle important en tant que **financiers de projets d'infrastructure** (école, routes, tunnels...). La création d'une plate-forme pour des investissements dans l'infrastructure permettant de faire se rencontrer l'offre et la demande de financement ne peut que favoriser ce rôle de financement. Cette initiative profitera non seulement à l'économie belge, mais est aussi essentielle d'un point de vue sociétal (p. ex. construction d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de repos...).
- Les banques et les assureurs jouent également un rôle majeur sur la question du vieillissement de la population et offrent entre autres des solutions sur le plan des **pensions et des soins de santé**. Le développement de celles-ci générera dès lors des réserves supplémentaires qui pourront être investies dans l'économie belge. L'État, l'économie et le citoyen seront tous gagnants : ces investissements soutiendront l'économie, offriront du financement à l'État et apporteront des solutions sur le plan des pensions et des soins de santé. La possession d'une habitation, rendue possible par le secteur financier, représente aussi un matelas supplémentaire, et peut être considérée comme un quatrième pilier de pension.
- Le Groupe des Dix met par ailleurs l'accent sur l'évolution nécessaire vers une **société numérique**. Sur ce plan également, le secteur financier peut fournir une aide au travers de solutions financières innovantes. Le secteur joue à cet égard un rôle de fer de lance. La crise du coronavirus a mis encore davantage en évidence les besoins en applications mobiles pour des services financiers et publics. Les solutions numériques font que, même dans les conditions difficiles que nous connaissons aujourd'hui, les activités économiques et commerciales s'en trouvent facilitées. À cet égard, l'accélération observée au niveau des paiements numériques constitue une évolution majeure, qui profitera à terme également aux finances publiques (par la résorption de l'économie informelle).
- Le secteur financier peut lui aussi offrir un support dans la **canalisation des fonds que l'Europe met à la disposition** de ses États membres (dont la Belgique), p. ex. dans le cadre de son grand fonds de relance Corona et du fonds Brexit, afin de faire face aux conséquences économiques. Les autorités belges doivent présenter à l'Europe des plans de relance pour lesquels le secteur peut fournir une contribution constructive et apporter éventuellement un financement complémentaire. Les investissements qui se feront dans ce cadre doivent en effet être en phase avec l'agenda européen, comme le European Green Deal et le Digital Agenda. Il s'agit également de composantes qui reviennent dans les plans de relance nationaux, les priorités du G10, etc., et qui nécessitent donc un support approprié. En outre, la manière dont la Belgique peut s'adapter de la meilleure façon au nouveau régime européen de garantie sur les prêts mis en place par le biais du European Guarantee Fund (EGF) auprès de la BEI peut également être examinée.

¹ Les investissements publics représentent aujourd'hui quelque 2 % du PIB, soit nettement moins que dans les pays voisins.

- Dans la **transition vers une société durable**, le secteur financier joue également un rôle crucial, p. ex. en consentant des prêts pour améliorer l'efficacité énergétique des logements, des prêts pour les voitures électriques et en rendant possibles des modèles économiques circulaires via le leasing. Le secteur fournit non seulement des solutions durables pour les risques auxquels les citoyens et les entreprises doivent faire face, mais tient aussi compte dans sa politique de placement du développement durable. Outre le soutien pour des projets d'infrastructure durables (écoles, hôpitaux, routes, parcs éoliens...), il propose de plus en plus souvent des produits financiers et des assurances

durables qui tiennent compte de considérations environnementales, sociales et politiques spécifiques. Les formules d'épargne et de placement qui répondent à un label de durabilité crédible, une initiative émanant du reste du secteur lui-même, constituent un point d'action spécifique du secteur. Le secteur financier continuera d'y œuvrer de manière intensive. Dans ce domaine également, le secteur financier et les autorités peuvent s'entendre bien plus encore que ce ne fut le cas auparavant. De cette manière, le secteur aidera les autorités dans la réalisation des objectifs contraignants de lutte contre le changement climatique repris dans les traités et accords internationaux.

Avec les autorités comme partenaires dans le redressement de l'économie

Il est important que le secteur financier et les autorités s'allient pour stimuler la relance économique et prévoir ensemble des solutions pour certains défis sociétaux. Le secteur financier nourrit dès lors l'espoir de voir les autorités lui accorder suffisamment d'espace pour accomplir cette mission constructive. Des banques et des entreprises d'assurances saines sont en effet la meilleure garantie pour atteindre cet objectif. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra donner de l'oxygène à l'économie et aux entreprises et ce, dans l'intérêt de toute la société.

Mobilisons-nous donc afin d'être prêts ensemble, en tant que partenaires, à soutenir une relance durable de l'économie.



Fédération belge du Secteur Financier

Boulevard du Roi Albert II 19, 1210 Bruxelles
02 507 68 11
info@febelfin.be
www.febelfin.be



Union professionnelle des entreprises d'assurances

Maison de l'Assurance,
Square de Meeûs 29, 1000 Bruxelles
02 547 56 11
info@assuralia.be
www.assuralia.be